



# Assemblée générale

Soixante-huitième session

**56<sup>e</sup>** séance plénière

Jeudi 11 novembre 2013, à 10 heures  
New York

*Documents officiels*

*Président :* M. Ashe ..... (Antigua-et-Barbuda)

*En l'absence du Président, M<sup>me</sup> Miculescu (Roumanie), Vice-Présidente, assume la présidence.*

*La séance est ouverte à 10 heures.*

## Point 29 de l'ordre du jour (suite)

### Rapport du Conseil de sécurité

#### Rapport du Conseil de sécurité (A/68/2)

**La Présidente par intérim (parle en anglais) :**  
L'Assemblée générale va reprendre l'examen du point 29 de l'ordre du jour, « Rapport du Conseil de sécurité », afin de poursuivre ses délibérations sur le rapport du Conseil, contenu dans le document A/68/2, conformément à la décision prise lors de la 49<sup>e</sup> séance plénière, le 8 novembre 2013.

Les membres se rappelleront que l'Assemblée a examiné le point 29 de l'ordre du jour en même temps que le point 123 de l'ordre du jour, « Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes », lors des 46<sup>e</sup> et 49<sup>e</sup> séances plénières, les 7 et 8 novembre derniers.

**M. Seger (Suisse) (parle en anglais) :** Je prends la parole en qualité de coordinateur du Groupe Responsabilité, cohérence, transparence (ACT), un

groupe interrégional composé de 22 États. Le Groupe ACT comprend les pays suivants : Arabie saoudite, Autriche, Chili, Costa Rica, Estonie, Finlande, Gabon, Hongrie, Irlande, Jordanie, Liechtenstein, Maldives, Nouvelle-Zélande, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Portugal, Slovaquie, Suède, Suisse, Tanzanie et Uruguay.

Le Groupe ACT, lancé en mai 2013, est une initiative nouvelle destinée à améliorer les méthodes de travail du Conseil de sécurité. Son nom, acronyme de responsabilité, cohérence et transparence, reflète la conviction de ses membres que de telles qualités sont nécessaires dans tous les aspects de l'activité du Conseil de sécurité. Il convient également de souligner que le Groupe ACT ne prend pas position sur la réforme, l'élargissement ou la composition du Conseil et se tiendra à l'écart de ce processus. Son objectif est d'améliorer le travail du Conseil dans son statut actuel.

Le rapport annuel du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale est la plus haute expression de la relation entre ces deux principaux organes des Nations Unies. À cet égard, nous apprécions beaucoup la possibilité qui nous est donnée d'interagir avec le Président du Conseil de sécurité, que nous remercions d'avoir présenté ce rapport (voir A/68/PV.46).

Sa présentation est un moment fort de l'interaction entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité, une occasion importante de réfléchir à ce que nous

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et l'interprétation des autres déclarations. Les rectifications ne doivent porter que sur les textes originaux des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau U-506. Les rectifications seront publiées après la clôture de la session dans un rectificatif récapitulatif.

13-57672(F)



Document adapté

Merci de recycler



avons fait et à la tâche qui nous attend à l'avenir. C'est pourquoi nous nous félicitons de la possibilité qui nous est offerte d'examiner plus avant ce rapport, au titre du point 29 de l'ordre du jour, conformément à la décision prise au début du mois de novembre.

Comme pour la plupart des débats ces dernières années, la présentation du rapport annuel du Conseil de sécurité a lieu en même temps qu'un autre débat important, qui a trait à la question de la représentation équitable au Conseil et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes. Ces deux questions revêtent, sans conteste, une grande importance, comme l'ont montré les débats des 7 et 8 novembre derniers (voir A/68/PV.46 à A/68/PV.49). C'est pourquoi nous estimons qu'elles méritent la pleine attention de l'Assemblée.

Par ailleurs, il est essentiel que les États Membres puissent examiner en profondeur le contenu du rapport annuel avant de se prononcer à son sujet. Le Conseil de sécurité a adopté ce document, le 30 octobre dernier, une semaine seulement avant la tenue de ce débat. J'estime que les États Membres devraient disposer entre l'adoption du rapport et le débat général à l'Assemblée de davantage de temps afin de pouvoir en étudier le contenu et l'assimiler.

Ces dernières années, l'élaboration du rapport annuel du Conseil de sécurité a fait l'objet de quelques améliorations, comme en témoigne, par exemple, la note S/2010/507, et nous nous en félicitons. Nous saluons également la note S/2012/922, adoptée en décembre de l'année dernière, qui mentionne d'importantes mesures relatives aux procédures d'élaboration et d'adoption du rapport. Bien que des améliorations restent possibles, nous appelons, d'abord et avant tout, à la pleine mise en œuvre des mesures déjà convenues par le Conseil et figurant dans ces notes présidentielles.

Le Groupe ACT est convaincu que l'ensemble du processus de notification, de son lancement jusqu'à sa présentation à l'Assemblée générale, pourrait bénéficier d'une plus grande interactivité avec tous les États Membres, dans le cadre d'un processus plus participatif et transparent, plus réactif aux préoccupations exprimées et au souhait de l'ensemble des membres d'avoir accès aux informations analytiques et techniques touchant les activités du Conseil. Le Groupe ACT a présenté plusieurs propositions concrètes à ce sujet. Je commencerai par la phase d'élaboration du rapport annuel.

Les évaluations mensuelles sont des outils essentiels qui contribuent à la qualité du rapport, notamment en ce qui concerne la manière dont il est présenté. D'où l'importance pour chaque présidence du Conseil de veiller à rendre cette évaluation plus analytique et approfondie. À ce sujet, j'aimerais développer les trois points suivants.

Premièrement, les évaluations mensuelles peuvent permettre d'exprimer des points de vue plus critiques et éclairés sur les activités du Conseil et de fournir des renseignements plus analytiques, afin de refléter aussi bien les progrès réalisés que les échecs. Conformément à la note S/2012/922, ces évaluations devraient être distribuées peu de temps après la fin des présidences, ce qui les rendrait plus utiles aux États Membres.

Deuxièmement, les évaluations mensuelles constituent, conjointement avec les débats de synthèse et aux réunions d'information informelles de fin de présidence, des instruments très utiles pour accroître la transparence. Les débats de synthèse et les réunions d'information informelles pourraient s'avérer utiles également aux présidences dans l'élaboration de leurs évaluations mensuelles. Troisièmement, ces évaluations mensuelles devraient être regroupées et faire partie intégrante du rapport annuel, plutôt que d'apparaître sous le numéro de référence d'un document, ce qui rendrait compte utilement de l'évolution, mois après mois, des activités du Conseil.

Le Groupe ACT se félicite des informations fournies sur les activités des organes subsidiaires du Conseil, y compris, par exemple, celles du Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure, et sur les progrès réalisés dans l'amélioration des méthodes de travail du Conseil. Cependant, de nouveaux efforts s'imposent aux fins d'une information plus analytique et détaillée sur les activités de tous ces organes. Les présidents des organes subsidiaires pourraient jouer un rôle plus efficace en la matière en élaborant des évaluations annuelles des activités de ces organes et en s'inspirant des évaluations mensuelles déjà réalisées par les présidences. Ces évaluations pourraient aussi figurer dans le rapport annuel.

En outre, des efforts devraient être faits pour permettre des échanges de vues avec l'ensemble des États pendant la phase d'élaboration du rapport. Certaines présidences l'ont fait dans le passé. Conformément à la note S/2012/922, nous encourageons d'autres présidences

chargées de l'élaboration du projet d'introduction du rapport à organiser des échanges de vues interactifs avec l'ensemble des membres par le biais, notamment, de la formule Arria ou d'autres formules. Cette pratique, qui n'a malheureusement pas été utilisée de façon régulière, permettrait une participation accrue de l'ensemble des membres à l'examen des questions soumises au Conseil de sécurité et contribuerait à la pleine transparence des activités du Conseil.

En ce qui concerne l'adoption du rapport, le Groupe ACT encourage les membres à utiliser la formule du débat public lors de l'adoption du rapport annuel afin d'émettre un avis sur le travail réalisé par le Conseil pendant la période considérée dans le rapport. Cette formule n'est pas nouvelle puisqu'elle est envisagée dans la note S/2010/507, mais elle ne s'est jamais concrétisée. La mise en œuvre de cette mesure ne contribuerait pas seulement à accroître la transparence du Conseil, elle serait également d'une grande utilité à l'Assemblée générale lorsqu'elle examine le rapport annuel.

Enfin, s'agissant du débat d'aujourd'hui et dans le droit fil de mes observations précédentes, le Groupe ACT propose qu'à l'avenir, les questions inscrites à l'ordre du jour, « Rapport du Conseil de sécurité » et « Question de la représentation équitable au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes », soient débattues de façon séparée, car il s'agit, selon nous, de deux questions séparées. De plus, nous souhaitons qu'un délai suffisant soit accordé entre l'adoption du rapport et son examen en Assemblée générale, comme je l'ai souligné dans mon introduction.

Ce débat est l'occasion pour l'ensemble des États Membres de faire part au Président du Conseil de sécurité de leurs observations sur le rapport annuel et de proposer des mesures concrètes pour l'améliorer. Nous espérons que le Conseil et ses membres non seulement entendront ce que nous disons ici mais en tiendront compte également en commençant à améliorer leurs méthodes de travail dans l'avenir.

Pour sa part, le Groupe ACT s'efforcera de contribuer de façon constructive au renforcement de la transparence, de la responsabilité et de la cohérence du Conseil de sécurité, qui est l'essence même de ce dont nous débattons, ici, aujourd'hui.

**M. Mukerji** (Inde) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir organisé cette réunion consacrée au

rapport du Conseil de sécurité pour la période du 1<sup>er</sup> août 2012 au 31 juillet 2013 (A/68/2).

Je tiens tout d'abord à remercier l'Ambassadrice Samantha Power et la délégation des États-Unis, qui ont contribué à la préparation de l'introduction de ce rapport. Nous remercions également l'Ambassadeur Liu Jieyi et la délégation de la Chine pour la présentation du rapport (voir A/68/PV.46). En novembre 2012, en qualité de Président du Conseil de sécurité, l'Inde a eu l'honneur de présenter ce rapport (voir A/67/PV.38).

Nous notons que le rapport annuel du Conseil de sécurité est un instrument efficace pour renforcer l'interaction entre l'organe le plus représentatif de l'ONU, l'Assemblée, et l'organe le plus puissant, le Conseil. La Charte des Nations Unies elle-même accorde un grand poids à ce rapport, comme l'illustre clairement le fait qu'il existe une disposition distincte qui donne mandat pour la préparation de ce rapport, plutôt que de le regrouper avec les rapports d'autres organes des Nations Unies.

Les membres de l'Assemblée ont demandé à plusieurs reprises que ce rapport soit plus analytique et plus incisif et qu'il ne soit pas une simple exégèse des événements intervenus. Le rapport dont nous sommes saisis continue cependant d'être une compilation statistique d'événements, une énumération des réunions et des documents qui en sont issus. Dès lors, nous n'avons pas d'autre choix que d'admettre que la solution véritable – non seulement pour parvenir à un Conseil de sécurité plus crédible, légitime et représentatif, mais aussi pour disposer d'un rapport beaucoup plus approfondi – réside dans une réforme globale du Conseil, notamment dans l'élargissement des catégories de membres permanents et non permanents et l'amélioration de ses méthodes de travail.

L'essentiel des efforts et des activités du Conseil pendant l'année en cours a concerné l'Afrique, notamment la République centrafricaine, la République démocratique du Congo, le Mali et la Somalie. Au cours de la période considérée dans le rapport, le Conseil a appuyé l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération en République démocratique du Congo et dans la région, signée à Addis-Abeba, le 24 février dernier. Le Conseil a en outre autorisé le déploiement d'une brigade d'intervention afin que la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) puisse s'acquitter des tâches robustes qui lui ont été confiées pour remédier au problème des groupes armés,

comme cela est indiqué à la page 17 du rapport. Étant donné que mon pays est un fournisseur important de contingents largement représentés au sein de la MONUSCO, j'aimerais souligner la nécessité d'une évaluation objective de l'impact de ces mandats robustes sur le caractère impartial du maintien de la paix des Nations Unies.

Il convient de rappeler que l'impartialité et la neutralité constituent des principes fondamentaux pour assurer que les Casques bleus soient acceptés et que leur sûreté et leur sécurité soient préservées. Sur le long terme, les mandats robustes pourraient faire peser de nouvelles menaces sur le maintien de la paix et de la sécurité internationales. Le fait que l'on fasse intervenir des unités traditionnelles de maintien de la paix en les plaçant sous un seul commandement et sans qu'elles soient physiquement distinctes risque d'exposer les Casques bleus à des attaques.

Dans le même ordre d'idée, la question se pose de savoir comment dissuader des forces ou des milices non gouvernementales de menacer les Casques bleus. Nous notons que le Conseil a demandé que soient arrêtés les responsables de la mort de Casques bleus, mais aucune mesure significative n'a été prise jusqu'ici, que ce soit en République démocratique du Congo ou au Soudan du Sud. À cet égard, nous invitons le Conseil de sécurité à se reporter aux pages 17 et 34 du rapport. Nous appelons le Conseil à prendre des mesures concrètes pour poursuivre et traduire en justice ceux qui attaquent les Casques bleus, et ce, dans un délai précis. Le Conseil doit user de son autorité pour dissuader efficacement les forces ou les milices non gouvernementales qui menacent les Casques bleus et, principalement, les civils sous la protection de ces soldats.

Les mandats robustes peuvent poser également des problèmes s'agissant de l'immunité juridique dont bénéficient les Casques bleus. Il est impérieux de garantir leur immunité afin qu'ils puissent mener à bien leur mission, en particulier au moment où les Casques bleus sont initiés, avant leur déploiement, aux différents aspects du droit humanitaire international applicable aux opérations de maintien de la paix des Nations Unies.

Dans les opérations où les Casques bleus opèrent sans mandat robuste, comme c'est le cas pour la Force des Nations Unies chargée d'observer le désengagement, les menaces sur le personnel des Nations Unies auxquelles il est fait référence à la page 49 du rapport sont à prendre très au sérieux. Tous les États Membres doivent être conscients de la responsabilité qui leur incombe en vertu

de la Charte des Nations Unies de protéger et défendre l'intégrité des opérations de maintien de la paix des Nations Unies. Ils doivent enquêter et poursuivre ceux qui menacent ouvertement le personnel des Nations Unies, surtout si l'on souhaite préserver l'inviolabilité du Conseil de sécurité.

Je me réjouis de l'adoption hier par les États Membres d'une résolution sur l'Afghanistan en Assemblée générale, que nous avons parrainée (résolution 68/11). L'Inde a exprimé son plein appui à un processus de paix et de réconciliation dirigé par les Afghans, adopté par les Afghans et géré par les Afghans.

Concernant le contre-terrorisme, nous rappelons que le Conseil de sécurité a adopté une politique de tolérance zéro à l'égard du terrorisme. Cela signifie qu'aucune cause ni revendication de quelque nature que ce soit ne saurait être invoquée pour justifier le recours au terrorisme, pas même de prétendues causes profondes. L'Inde soutient tous les efforts visant à renforcer la coopération régionale et internationale dans la lutte contre le terrorisme, notamment sous l'égide des l'ONU. Dans ce contexte, les défis auxquels est confrontée la communauté internationale continuent à se multiplier, comme il est indiqué pages 65 et 66 du rapport du Conseil de sécurité qui nous est soumis.

Je ne saurais terminer mon intervention sans évoquer une question étroitement liée au point de l'ordre du jour du présent débat, à savoir la réforme du Conseil de sécurité. Je voudrais mettre en exergue deux points fondamentaux à cet égard. En premier lieu, le processus menant à la réforme du Conseil de sécurité ne saurait être considéré comme un exercice se prolongeant à l'infini. Il est essentiel qu'une date limite soit fixée. Les représentants qui demandent qu'un calendrier artificiel ne soit pas imposé devraient s'abstenir d'imposer des délais artificiels à ce processus.

Le débat organisé par le Président, les 7 et 8 novembre derniers, s'appuie sur trois statistiques importantes dont il faut tenir compte dans la façon dont nous envisageons la voie à suivre. Premièrement, parmi les quelque 90 pays dont les représentants ont pris la parole, 58 ont demandé une augmentation des deux catégories de membres. Deuxièmement, 26 États Membres ont demandé explicitement des résultats concrets d'ici à 2015. Troisièmement, 23 délégations ont appuyé l'idée que des négociations intergouvernementales s'engagent sur la base d'un texte élaboré à l'initiative du Président. Le nombre des pays représentés dans les divers groupes est le double de celui des pays qui se sont exprimés.



Je prie donc instamment le Président de répondre à l'appel commun lancé de cette tribune par un nombre aussi important d'États. Il bénéficie du soutien de l'écrasante majorité de l'Assemblée qui souhaite mener cette initiative à sa conclusion logique et entamer sur le champ des négociations intergouvernementales fondées sur un texte.

En second lieu, alors que nous approchons de la célébration du soixante-dixième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et de l'élaboration du programme de développement pour l'après-2015, il est essentiel que nous exécutions le mandat le plus important que nous a confié le Sommet mondial de 2015 et qui n'est toujours pas mis en œuvre, à savoir la réforme rapide du Conseil de sécurité. En effet, alors que tous les autres mandats issus du Sommet mondial ont été mis en œuvre ou sont en cours, ce mandat est le seul à ne pas avoir enregistré le moindre progrès et à ne pas avoir évolué depuis 2005. Il s'agit là d'une interprétation inacceptable des « réformes rapides », décidées à l'unanimité par tous les Membres de l'ONU, il y a huit ans.

**M. Logar** (Slovénie) (*parle en anglais*) : En tant que membre du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, la Slovénie s'associe à la déclaration prononcée par le Représentant permanent de la Suisse, au nom de ce groupe.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance au Représentant permanent de la Chine pour la présentation du rapport du Conseil de sécurité (A/68/2) à l'Assemblée générale, le 7 novembre dernier (voir A/68/PV.46), et à la Mission des États-Unis pour avoir préparé le rapport de cette année.

Nous sommes pleinement conscients de la très grande complexité des questions que le Conseil de sécurité a tenté de résoudre pendant la période considérée et saluons les efforts consentis par les États Membres. Toutefois, nous regrettons qu'en certaines occasions, le Conseil ait réagi tardivement ou n'ait pas réagi du tout.

Tout en respectant les responsabilités incombant aux principaux organes des Nations Unies, nous jugeons nécessaire que le Conseil se penche régulièrement sur des questions qui peuvent avoir une incidence sur la sécurité, telles que les questions liées aux changements climatiques ou à la sécurité humaine.

En tant qu'organe chargé du maintien de la paix et de la sécurité internationales, le Conseil de sécurité

doit s'appuyer dans son travail sur des procédures transparentes, efficaces et cohérentes, qui tiennent compte des préoccupations de l'ensemble de la communauté internationale et impliquent chacun des États Membres.

Le nombre des décisions prises par le Conseil de sécurité est en augmentation. Nous voudrions encourager le Conseil à associer à chacune de ses décisions un plan d'application précis qui pourrait faire l'objet d'un examen dans des occasions comme celle qui nous est offerte aujourd'hui.

Nous devons garder à l'esprit que les décisions prises par le Conseil ont une incidence sur chacun d'entre nous. Le privilège d'être membre du Conseil tient également à la responsabilité de faire le maximum pour préserver la paix et la sécurité internationales. Néanmoins, tous les États Membres ont la responsabilité d'appuyer le Conseil et de le tenir responsable de la mise en œuvre effective de ses décisions.

Nous appelons à plus de transparence dans l'élaboration du rapport d'ensemble sur l'activité du Conseil de sécurité. Ce rapport constitue une source d'information sur les activités du Conseil et les principales menaces qui pèsent sur la paix et la sécurité internationales. Comme certains pays l'ont souligné au cours du débat sur la réforme du Conseil de sécurité, il y a deux semaines (voir A/68/PV.47), le rapport ne reflète pas toujours pleinement le processus qui a conduit à l'adoption de telle ou telle résolution ou décision. Le Conseil de sécurité devrait donc permettre à tous les membres d'accéder aux informations utiles sur ses activités et de participer efficacement à ses travaux.

L'amélioration de certaines méthodes de travail du Conseil, dont la nécessité a déjà été soulignée lors de débats précédents, pourrait servir également d'outil d'évaluation du travail du Conseil. Des réunions d'information informelles et des séances de synthèse à la fin de chaque mois devraient s'accompagner d'évaluations mensuelles écrites, qui feraient partie intégrante du rapport final. Nous invitons les présidents du Conseil à préparer rapidement leurs évaluations mensuelles, car six seulement ont été publiées à ce jour.

Les États Membres devraient participer aux consultations et à l'élaboration des décisions et du rapport lui-même, de façon plus transparente. Il nous paraît important qu'à l'avenir, le rapport annuel reflète les vues et les idées avancées par les États qui ne sont pas membres du Conseil pendant les débats publics et

d'autres séances publiques. Ces débats, qui permettent une interaction avec l'ensemble des Membres de l'ONU, sont devenus un instrument important pour renforcer la transparence et la cohérence du Conseil, et leurs comptes rendus devraient figurer également dans le rapport.

Pour terminer, la Slovénie se félicite des débats consacrés aux méthodes de travail du Conseil et à sa réforme qui ont eu lieu ces dernières semaines. Nous continuerons d'apporter notre contribution aux activités du Conseil et à son objectif principal, à savoir le maintien de la paix et de la sécurité internationales, et de participer au dialogue précieux qui s'est instauré entre les États Membres.

**M. Kőrösi** (Hongrie) (*parle en anglais*) : Je remercie le Président d'avoir organisé ce débat consacré au rapport annuel du Conseil de sécurité (A/68/2).

En tant que membre du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, la Hongrie s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de la Suisse, au nom de ce groupe.

Dans ma déclaration à titre national, j'aborderai la question des méthodes de travail et m'interrogerai sur la façon dont le rapport rend compte de l'interaction entre tous les Membres de l'ONU et de leurs points de vue sur les questions connexes.

Pour ce qui est du contenu précis du rapport, il est regrettable que ni la question des méthodes de travail ni les vues de l'ensemble des États Membres n'y soient correctement reflétées. On y trouve peu d'informations sur les débats publics. En effet, le rapport ne mentionne qu'un seul des cinq débats organisés. La partie VI, relative aux organes subsidiaires, fournit très peu de renseignements sur le travail pourtant productif du Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure. Il n'est fait aucune référence aux propositions en discussion, à leur suivi ou à l'orientation future du travail. Cela risque de contribuer à l'impression d'opacité, et c'est pourquoi je souscris entièrement aux observations faites il y a peu par mon collègue de la Slovénie.

Un autre sujet de préoccupation tient au fait que les vues et les propositions faites par les États Membres sur les méthodes de travail ne sont pas prises en compte dans le rapport ou dans les documents liés au rapport. Elles ne sont reflétées ni dans le compte rendu du débat en plénière ni dans la discussion qui s'est tenue au sein du Groupe informel. Les notes sur les cinq débats ne

rendent pas justice à la richesse de ces échanges, elles indiquent simplement que « Les membres du Conseil de sécurité ont eu un échange de vues ». La suite donnée par le Conseil aux propositions faites par les États Membres fait cruellement défaut.

Si l'on examine de plus près la question de la responsabilité des activités du Conseil à l'égard des crimes internationaux majeurs, nous relevons les mêmes faiblesses dans le rapport. À la suite des débats publics sur des questions telles que la protection des civils ou la relation entre le Conseil et la Cour pénale internationale, le Conseil a reçu de la part des États Membres un grand nombre de propositions sur la manière de mieux traiter de la question de la responsabilité. Mais le rapport ne fait état d'aucune de ces propositions.

Concernant les activités du Conseil liées au conflit syrien, le rapport ne fait aucune référence à la lettre adressée au Conseil, en janvier dernier, par 57 États Membres, dans laquelle ils lui demandaient de saisir la Cour pénale internationale de la situation en Syrie. On ne trouve trace de cette lettre que dans la partie consacrée à la documentation et parmi les nombreux documents relatifs au conflit en Syrie.

Il en va de même pour certaines propositions avancées par les cinq membres permanents. On ne trouve aucune référence à la proposition particulièrement pertinente, déjà faite par la France en 2012, selon laquelle les membres permanents du Conseil devraient renoncer volontairement à exercer leur droit de veto dans les cas de crimes de masse. Cette proposition a reçu également un soutien important de la part de l'ensemble des États Membres.

La Hongrie estime que toute proposition qui rapprocherait le Conseil de sa raison d'être ultime, à savoir l'exercice de ses responsabilités, mérite d'être examinée avec soin et, à ce titre, doit figurer dans le rapport du Conseil. Les exemples que je viens de donner font apparaître certaines lacunes qui ne peuvent être comblées que par un changement dans les méthodes de travail du Conseil et dans la structure et le contenu du rapport.

Nous appelons le Conseil de sécurité à mieux refléter les contributions apportées à son travail par l'ensemble des États Membres, notamment lorsque ces contributions ont été sollicitées par le Conseil lui-même. Inviter les États Membres à participer aux débats publics ne peut entraîner de progrès ou apporter de véritables différences si le Conseil n'accorde pas l'attention

voulue aux points de vue exprimés par ces États, en leur donnant suite de façon transparente et en les reflétant dans son rapport annuel. Nous espérons sincèrement que le rapport de l'année prochaine reflétera davantage ces aspects fondamentaux.

**M. Donoghue** (Irlande) (*parle en anglais*) : Je me félicite de la possibilité offerte aujourd'hui aux États Membres de faire part de leurs observations sur l'activité du Conseil de sécurité au cours de la période considérée dans le rapport annuel (A/68/2). Il est appréciable de bénéficier d'un cadre comme celui-ci, où il nous est possible, laissant de côté les questions distinctes liées à la réforme et à la composition du Conseil de sécurité, de dresser un bilan du travail réalisé par le Conseil pendant une période donnée et de partager quelques observations et réflexions d'ordre général. Mes remarques porteront aussi sur l'interaction entre le Conseil et l'ensemble des États Membres et sur la façon dont elle peut être mise en œuvre et renforcée.

Tout d'abord, ma délégation s'associe à la déclaration prononcée par le représentant de la Suisse, au nom du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, qui est, comme les membres le savent, un groupe interrégional composé de 22 États Membres, mis en place au début de cette année pour apporter davantage de responsabilité, de cohérence et de transparence aux travaux du Conseil de sécurité.

Dans le rapport annuel que nous examinons aujourd'hui, nous constatons avec satisfaction une plus grande transparence. Ainsi, pendant la période considérée, un pourcentage très élevé de séances officielles du Conseil – 174 sur 195 – ont été des séances publiques. Il s'agit là d'une tendance positive.

Je salue également la volonté du Conseil de sécurité de tenir de manière régulière des débats thématiques ouverts à tous les États Membres. Cela témoigne du caractère transversal et interdépendant des nombreux défis à l'ordre du jour du Conseil. Cela montre que le maintien de la paix et de la sécurité dans le monde d'aujourd'hui est une responsabilité complexe et multidimensionnelle et que le Conseil gagnerait à procéder à un dialogue et à des échanges au sein de l'Organisation lorsqu'il élabore sa réponse à ces défis.

Il serait cependant souhaitable qu'il y ait une meilleure interactivité dans les échanges. Je suis favorable à un réexamen des arrangements relatifs aux débats thématiques, ce qui permettrait une participation au plus haut niveau des membres du Conseil et

l'instauration d'un dialogue plus approfondi et direct entre les membres et les non-membres sur les questions en discussion. Il devrait être possible d'examiner les arrangements actuels afin d'étudier la façon ils pourraient être améliorés, par exemple, par le biais d'un accord entre tous les participants sur le strict du temps de parole. Aux fins d'une meilleure interactivité, j'espère aussi que le Président du Conseil sera en mesure de communiquer aux membres du Conseil les observations faites au cours du débat d'aujourd'hui, car cela permettra de renforcer dans l'avenir la coopération entre le Conseil de sécurité et les États Membres.

Le rapport annuel qui nous est soumis fournit de nombreuses indications sur la manière dont le Conseil traite chacune des questions inscrites à son ordre du jour. Il s'agit là d'une contribution importante à la transparence. Nous pensons cependant que la valeur des documents serait renforcée par des réflexions occasionnelles sur l'efficacité et l'impact des décisions spécifiques prises par le Conseil. J'entends cela dans le sens le plus positif.

Dans le rapport soumis à l'Assemblée figurent plusieurs exemples concrets de cas où une action décisive du Conseil a permis des percées importantes. Au Mali, en République démocratique du Congo et en Somalie, le Conseil a agi rapidement et efficacement. Pourtant, bien que ces faits soient largement reconnus, le rapport n'en fait pas clairement état.

Il devrait être possible également de mieux rendre compte des discussions individuelles au sein du Conseil, en mettant en lumière les conclusions concrètes auxquelles le Conseil est parvenu, tout en veillant à une plus grande transparence concernant la teneur des débats.

D'une façon générale, ma délégation juge approprié d'introduire un instrument d'évaluation en ce qui concerne les domaines clefs des activités du Conseil, tant sous la forme de rapports annuels que d'évaluations mensuelles. Il semblerait qu'en vertu des règles existantes, le Secrétariat fasse preuve d'une certaine discrétion à cet égard.

Une réflexion sur la définition des priorités pendant une période donnée, ou sur des questions telles que l'équilibre dans le travail du Conseil entre les conflits individuels et le travail thématique intersectoriel ou sur de nouvelles tendances en termes de défis à la paix et à la sécurité, serait également souhaitable.

Le travail du Conseil portant sur l'anticipation et la prévention des conflits pendant la période considérée gagnerait à être plus clair.

Nous nous félicitons vivement des notes successives du Président du Conseil de sécurité qui portent sur les mesures destinées à améliorer les méthodes de travail du Conseil. Ainsi, dans la note contenue dans le document S/2012/922, du 12 décembre 2012, le Conseil propose aux États Membres un échange de vues interactif informel sur le projet de rapport annuel et la fourniture d'informations plus détaillées sur l'activité du Conseil et les mesures destinées à améliorer ses méthodes de travail. Nous accueillons très favorablement ces propositions et espérons qu'elles prendront rapidement effet.

Le Groupe de travail informel sur la documentation et les autres questions de procédure, présidé par le Portugal en 2012 et par l'Argentine cette année, mérite une attention particulière pour le rôle qu'il joue. À la suite de la note du Président contenue dans le document S/2013/515, du 28 août 2013, nous espérons que tous les organes subsidiaires du Conseil chercheront à rendre leurs activités plus transparentes ainsi que l'interaction de leur engagement avec les pays qui ne sont pas membres du Conseil.

L'Irlande souhaite également rappeler les progrès constants réalisés par le Groupe de travail sur les opérations de maintien de la paix, présidé l'année dernière par le Maroc et cette année par le Pakistan. Ce groupe de travail, qui traite d'une partie extrêmement importante des responsabilités du Conseil, s'est penché sur des questions aussi fondamentales que la coopération intermissions, la Mission de l'Union africaine en Somalie, la sûreté et la sécurité des Casques bleus et l'emploi de technologies modernes dans le maintien de la paix. Nous saluons la note du Président du Conseil contenue dans le document S/2013/630, du 28 octobre 2013. Lorsqu'elle sera pleinement mise en œuvre, un pas significatif sera franchi vers l'amélioration de la qualité de l'interaction et de la consultation du Conseil avec les pays contributeurs de troupes et de forces de police.

Pour terminer, je tiens à renouveler les remerciements de ma délégation pour la possibilité qui lui a été donnée de faire des observations sur le rapport annuel du Conseil de sécurité. Nous tenons à contribuer à la tâche collective qui est d'assurer que le Conseil joue pleinement le rôle essentiel de chef de file qui lui a été dévolu. Nous nous félicitons que l'occasion nous soit ainsi offerte d'envisager la façon dont le dialogue entre

le Conseil et l'ensemble des États Membres peut être approfondi et amélioré dans l'intérêt de l'Organisation tout entière et des peuples qu'elle représente.

**M. Patriota** (Brésil) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à remercier à nouveau le Représentant permanent de la Chine, l'Ambassadeur Liu Jieyi, pour sa présentation du rapport annuel du Conseil de sécurité (A/68/2) (voir A/68/PV.46), ainsi que la délégation des États-Unis qui en a rédigé l'introduction.

Le rapport annuel dont nous débattons aujourd'hui vise à rendre compte de façon relativement complète des activités du Conseil. Comme le Brésil l'a souligné à plusieurs reprises, nous comprenons qu'un nombre élevé de pays veuillent être mieux informés sur les délibérations du Conseil. Il convient de rappeler que le Conseil agit au nom de tous les États Membres et que ses décisions, bien qu'elles soient prises dans une salle de 15 sièges, ont un caractère contraignant pour les 193 États Membres. C'est pourquoi nous jugeons essentiel de rendre cet organe plus transparent et plus responsable de ses actes devant l'Assemblée générale et, par voie de conséquence, devant tous les États Membres.

Comme il l'a indiqué lors du débat public consacré aux méthodes de travail du Conseil de sécurité (voir S/PV.7052), qui s'est tenu le mois dernier, le Brésil considère que la tenue de débats publics, de séances de synthèse, de consultations avec les pays contributeurs de troupes, les missions sur le terrain et la mobilisation de la Commission de consolidation de la paix pour répondre aux configurations spécifiques des pays sont des tentatives importantes pour promouvoir l'ouverture et renforcer l'efficacité des décisions du Conseil. Nous saluons l'intervention du Représentant permanent de la Suisse, au nom du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence, qui a fait des propositions constructives sur la manière de renforcer la transparence et les méthodes de travail.

J'aimerais faire quelques observations sur le travail réalisé par le Conseil au cours de la période considérée dans le rapport.

La Brésil prend note avec satisfaction de l'évolution de la situation en République démocratique du Congo. Nous sommes heureux de constater les progrès réalisés dans la mise en œuvre d'une stratégie régionale dans la région des Grands Lacs. Nous saluons les efforts engagés par la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo et par sa brigade d'intervention.



De même, nous voudrions souligner que les succès récents remportés dans la lutte contre les groupes armés est le fruit non seulement d'une approche plus efficace en matière de maintien de la paix, mais surtout de l'engagement résolu des pays des Grands Lacs et de la communauté internationale de s'attaquer aux racines de l'instabilité dans la partie orientale de la République démocratique du Congo et de la région, par le biais d'un processus politique.

En Haïti, la Mission des Nations Unies pour la stabilisation en Haïti (MINUSTAH) poursuit la mise en œuvre d'un plan de consolidation précis, progressif et durable, en réduisant davantage sa présence militaire à mesure que la Police nationale haïtienne renforce ses capacités. Par ailleurs, le manque de progrès sur le plan politique, qui se traduit par des retards injustifiables dans la tenue d'élections sénatoriales et locales, reste un sujet de préoccupation. Il est essentiel que les programmes de consolidation institutionnelle et de développement puissent être mis en œuvre dans l'intérêt de la stabilité que la MINUSTAH a permis de mettre durablement en place.

Le Gouvernement haïtien a pris d'importantes mesures et initiatives pour faire redémarrer l'économie du pays et venir en aide aux pauvres. Cette volonté de mobiliser l'investissement et de promouvoir la reconstruction, en mettant l'accent sur les personnes dans le besoin, doit encore trouver sa contrepartie sur le plan politique. Nous saluons la MINUSTAH pour ses efforts intenses visant à faciliter le processus politique par le biais des bons offices du Représentant spécial du Secrétaire général, ainsi que pour l'appui soutenu qu'elle apporte sur les plans humanitaires et de la sécurité. Le Brésil continuera d'appuyer le développement d'Haïti et sa consolidation démocratique.

J'aimerais évoquer brièvement la situation en Guinée-Bissau, où l'engagement actif du Conseil de sécurité demeure tout aussi essentiel. Dans sa déclaration à la presse, du 11 septembre dernier (SC/11118), le Conseil a fait état de progrès importants, tels que la mise en place d'un Gouvernement de transition plus ouvert, tout en renouvelant son appel en faveur de la tenue d'élections libres et fiables dans les meilleurs délais et de l'instauration d'un dialogue non exclusif en vue de parvenir à un consensus sur les réformes fondamentales qui devront être engagées dans les prochaines années. Une nouvelle date a été fixée pour les élections, des donateurs, issus en particulier de la région, sont sur les rangs, et les préparatifs essentiels,

tels que l'inscription sur les listes électorales, vont bientôt débiter. D'importants défis demeurent toutefois, et un engagement international fort sera nécessaire tout au long de ce processus. Le Conseil aura à nouveau l'occasion de faire le point sur la situation la semaine prochaine, lorsque le Représentant spécial du Secrétaire général, M. Ramos-Horta, viendra présenter son rapport. En tant que Président de la formation Guinée-Bissau de la Commission de consolidation de la paix, je souhaite que le débat soit fécond et me tiens prêt à procéder avec le Conseil et les membres des réunions spécifiques à une évaluation complète du rôle joué par la Commission de consolidation de la paix et de ses activités futures.

La situation tragique en Syrie et l'incapacité du Conseil à élaborer, en temps voulu, une stratégie reposant sur le communiqué de Genève du 12 juin 2012 (S/2012/522, annexe) devrait nous inciter à la réflexion. Cette situation apparaît pour beaucoup comme l'illustration du dysfonctionnement actuel du Conseil. Les 15 mois qui ont été nécessaires au Conseil pour approuver ce communiqué et aboutir finalement à l'adoption, en octobre dernier, de la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité, lui a été particulièrement préjudiciable. Si ce communiqué avait été entériné plus tôt et si le processus politique avait été mis en œuvre, de nombreuses vies auraient été épargnées et le bilan des victimes de ce conflit aurait été beaucoup moins tragique.

Alors que des progrès ont été réalisés sur le plan des armes chimiques, nous devrions prêter davantage attention aux 120 000 victimes des armes classiques. À cet égard, la prolifération des armes classiques en Syrie demeure un facteur d'insécurité et d'instabilité qui menace la région, y compris dans les situations d'après-conflit. Combien de mois encore faudra-t-il au Conseil pour qu'il adopte une position commune contre la militarisation croissante de la crise? La Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne, mise en place par le Conseil des droits de l'homme, a souligné à juste titre que les flux d'armes augmentent les risques qu'elles soient utilisées pour commettre des violations graves des droits de l'homme.

En dépit du fait qu'au cours de la période considérée dans le rapport du Conseil, de nombreuses réunions importantes sur le Moyen-Orient se sont tenues, notamment sur la question de Palestine, les délibérations du Conseil n'ont eu que peu d'incidences sur le terrain. En tant qu'organe responsable du maintien de la paix et de la sécurité internationale, le

Conseil devrait faire davantage pour régler la situation. Son silence face à des actes unilatéraux qui risquent de compromettre les négociations de paix et de rendre la solution de deux États plus difficile à atteindre est extrêmement préoccupant. Le Brésil espère que le Conseil jouera un rôle de premier plan à l'égard de cette question, notamment en évitant de se décharger de la responsabilité qui lui incombe dans le règlement de cette question sans même insister pour que des réunions d'information régulières se tiennent sur cette question. Des exposés réguliers par le Quatuor devant le Conseil serait un bon point de départ.

Ces dernières années, le Conseil de sécurité a adopté plusieurs résolutions afin d'enrayer la prolifération des armes de destruction massive et de leurs vecteurs, ainsi que des composants, matières et technologies connexes. Des régimes de sanctions ont été mis en place en réponse à la violation par certains États de leurs obligations en la matière. Le Conseil a pris également une mesure décisive par le biais de la résolution 2118 (2013) du Conseil de sécurité, ce dont nous nous félicitons, pour mettre fin au programme de mise au point d'armes chimiques de la Syrie. Toutefois, un déséquilibre continue d'exister entre l'attention portée par le Conseil à la non-prolifération et son attachement au désarmement, notamment en ce qui concerne les armes nucléaires.

Nous reconnaissons l'importance que revêtent les mesures prises par le Conseil pour éviter la prolifération des armes de destruction massive. Nous attendons du Conseil de sécurité qu'il prenne des mesures plus fermes face à la menace que l'existence même de ces armes fait peser sur la paix et la sécurité internationales, démontrant ainsi que la non-prolifération et le désarmement se renforcent mutuellement.

Le déficit de respect est particulièrement grave en matière de désarmement nucléaire. Tant qu'un petit groupe de pays possédera des armes nucléaires et hésitera à remplir ses engagements à cet égard, il existera un risque de plus en plus grand que d'autres États et des acteurs non étatiques cherchent à se doter ou à mettre au point de telles armes. Le désarmement nucléaire est une mesure efficace contre la prolifération nucléaire.

Il nous semble que le Conseil pourrait jouer un rôle important dans la promotion de notre objectif commun d'un monde exempt d'armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive.

Pour terminer, le Brésil tient à rappeler qu'un nombre considérable de délégations, quelque 90, représentant les vues de plus des deux tiers des États Membres, ont pris la parole lors du débat des 7 et 8 novembre consacré à la réforme du Conseil de sécurité. Dans leur grande majorité, ces délégations ont clairement appelé à l'élargissement du Conseil dans ses deux catégories. Il faut y voir un message clair et pressant sur la nécessité d'une réforme urgente et globale du Conseil, une réforme qui permettrait au Conseil d'être en phase avec les réalités géopolitiques d'aujourd'hui et de pouvoir véritablement relever les défis du XXI<sup>e</sup> siècle.

**M. Wittig** (Allemagne) (*parle en anglais*) : Le rapport annuel du Conseil de sécurité (A/68/2), dont nous débattons aujourd'hui, porte sur une période pendant laquelle mon pays était membre du Conseil. Avec le recul, j'aimerais aborder brièvement trois questions.

La première a trait à la longue impasse du Conseil concernant la Syrie. Non seulement les trois double vetos ont eu des conséquences tragiques pour le peuple syrien, mais, plus largement, l'incapacité du Conseil à réagir de façon appropriée au carnage amène à nous interroger également sur l'aptitude du Conseil de sécurité, sous sa forme actuelle, à relever efficacement les défis actuels et futurs.

L'impasse sur la Syrie met également en lumière le rôle joué par le veto. À ce propos, nous nous félicitons de la proposition de la France selon laquelle les membres permanents s'abstiendraient de recourir au veto en cas de crimes de masse. Cette proposition mérite d'être étudiée plus avant.

Deuxièmement, le rapport annuel souligne la complexité croissante des questions inscrites à l'ordre du jour du Conseil de sécurité, qui vont de questions traditionnelles telles que le maintien de la paix à des questions touchant la prévention des conflits et la consolidation de la paix. Le Conseil mérite d'être salué pour ses actions à cet égard, notamment pour son engagement étroit dans le processus de transition au Yémen.

Le Conseil examine également des questions transversales telles que les enfants dans les conflits armés et les nouvelles menaces liées aux changements climatiques. Nous espérons que le Conseil poursuivra dans cette voie afin de rester pertinent et de dissiper les critiques d'empiètement, que nous ne jugeons pas fondées.

Enfin, j'aimerais faire quelques remarques sur le travail quotidien des membres du Conseil et les processus décisionnels. Il est juste de dire que le Conseil a beaucoup évolué en ce qui concerne ses méthodes de travail. Nous avons fait notre possible pour y contribuer. Mais il reste encore beaucoup à faire. Deux questions continuent de se poser. La première concerne le rôle de porteplume pour la préparation des projets de résolution, qui est monopolisé de fait par les membres permanents. Tous les membres du Conseil ont vocation à exercer ce rôle, et nous pensons que les membres non permanents devraient pouvoir eux aussi faire la preuve de leur précieuse contribution aux travaux du Conseil. De la même manière, une plus grande transparence s'impose lorsqu'il s'agit de la répartition des présidences des organes subsidiaires du Conseil, un processus là encore dominé par les cinq membres permanents. Ces deux questions figurent parmi celles qui ont été traitées dans une certaine mesure dans les différentes notes présidentielles publiées ces dernières années. Nous exhortons les membres permanents à faire en sorte que les engagements contenus dans ces notes soient respectés.

**M. Sareer** (Maldives) (*parle en anglais*) : Ma délégation accueille favorablement le rapport du Conseil de sécurité (A/68/2) et le souci toujours croissant de transparence dans sa préparation et sa rédaction. Ma délégation se félicite du présent débat sur le point 29 de l'ordre du jour, indépendamment de la question plus large de la réforme, de la composition et de l'élargissement du Conseil de sécurité.

Les Maldives espèrent que le Conseil de sécurité de demain comprendra un nombre plus élevé de membres et qu'il sera plus pertinent et plus réactif aux besoins mondiaux, mais notre attention se porte aujourd'hui sur le Conseil de sécurité actuel. L'autorité des membres du Conseil actuel découle de la Charte des Nations Unies et de tous les États Membres. Leurs résolutions sont contraignantes pour tous les États Membres et le Conseil doit nous rendre compte de ses décisions, par le biais d'un engagement réciproque entre les membres du Conseil et ceux qui ne le sont pas. Nous espérons que la tradition ancienne de l'isolement fera place à la responsabilité, que les futurs travaux seront cohérents et participatifs et que la culture du secret cédera le pas à celle de la transparence.

C'est dans cet esprit que les Maldives s'associent à la déclaration prononcée par le Représentant permanent

de la Suisse en qualité de coordinateur du Groupe Responsabilité, cohérence et transparence.

Le statu quo n'est plus acceptable dans le monde d'aujourd'hui et, alors que les changements de fond exigeront du temps, le Conseil actuel doit être plus sensible aux besoins de tous les États Membres des Nations Unies.

La responsabilité immédiate d'agir incombe aux membres actuels et futurs du Conseil. Ces pays doivent prendre des mesures pour assurer la transparence de leurs travaux et permettre une plus grande compréhension. Les Maldives saluent la pratique des débats de synthèse mensuels organisés par le Président du Conseil. Nous sommes favorables aux réunions d'information analytiques et de fond organisées tous les mois, car elles permettent de faire évoluer les travaux du Conseil et favorisent les progrès au cours des différentes présidences.

Comme pour la rotation de la présidence, les travaux du Conseil ne se limitent pas aux membres permanents, mais à tous les membres du Conseil. La répartition du travail doit être non exclusive et effectuée en tenant compte de l'expertise des tous les membres du Conseil, afin de ne pas porter atteinte à la légitimité du Conseil.

L'objectif principal de l'Organisation des Nations Unies est le maintien de la paix et de la sécurité à travers le monde. Le caractère central de cette responsabilité incombe au Conseil de sécurité. Sa légitimité et, par extension, celle de l'Organisation, ne peut être préservée que par l'élimination des crimes de masse. Les Maldives appellent une fois encore les membres à renoncer à leur droit de veto dans les cas d'atrocités de masse. Il est du devoir impérieux de chaque État Membre de protéger ceux qui se trouvent sur son territoire souverain. Si l'un d'entre manque à ce devoir, il revient aux Nations Unies de préserver la Charte et de réaliser les objectifs de l'Organisation.

Il est de la responsabilité de tous les États Membres de tenir les membres du Conseil comptables de leurs actes, et cela ne pourra se faire qu'en soulevant le voile de l'ignorance qui entoure les travaux du Conseil. Ses méthodes de travail devraient favoriser une meilleure compréhension et, par voie de conséquence, une responsabilité accrue. La volonté collective des États Membres devrait permettre une plus grande clarté.

Les Maldives espèrent que, même si une réforme globale n'intervient pas demain, le Conseil d'aujourd'hui

saura relever les défis de notre époque, dans le cadre des dispositifs existants.

**M. Mamabolo** (Afrique du Sud) (*parle en anglais*) : Ma délégation tient à remercier le Président de l'Assemblée d'avoir convoqué cette réunion importante afin de réfléchir à l'avenir du Conseil de sécurité. Nous voudrions également remercier le Représentant permanent de la Chine pour sa présentation du rapport annuel du Conseil (A/68/2), pour la période du 1<sup>er</sup> août 2012 au 31 juillet 2013. De même, nous tenons à remercier la délégation des États-Unis d'avoir préparé, sous la direction de l'Ambassadrice Samantha Power, ce rapport au nom du Conseil de sécurité. Le rapport qui nous est soumis renferme un exposé détaillé des activités du Conseil. Ma délégation salue les efforts déployés par le Conseil pour s'acquitter de sa responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, en vertu de la Charte des Nations Unies.

Ma délégation a constaté que parmi les progrès réalisés au Conseil de sécurité figure la priorité donnée à l'amélioration de ses méthodes de travail. Il convient de noter que les réunions d'information au profit des États Membres des Nations Unies, organisées par les présidents entrants et sortants du Conseil, sont devenues une pratique courante. Ces réunions d'information permettent aux États qui ne sont pas membres du Conseil d'être tenus informés de la situation au Conseil de sécurité et de mieux comprendre la façon dont le Conseil examine les différentes questions inscrites à son ordre du jour. Nous invitons donc les autres membres du Conseil à se montrer moins réticents à participer aux réunions d'information organisées à la fin de chaque mois.

Nous nous félicitons tout particulièrement de ce que le Conseil de sécurité ait récemment mis l'accent sur la relation entre les organisations régionales et sous-régionales et lui-même. Nous sommes encouragés par le fait que les réunions consultatives annuelles entre le Conseil de sécurité et le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine (UA) sont mieux structurées et plus efficaces. Ma délégation se félicite également du partenariat et de la coopération en cours entre l'Union africaine et l'ONU, comme l'ont montré l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour, l'ex-Mission internationale de soutien au Mali sous conduite africaine, la Mission de l'Union africaine en Somalie et la Brigade d'intervention de la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du

Congo. Il s'agit là d'exemples concrets qui symbolisent des efforts tout à fait remarquables.

Si ma délégation se félicite de ces efforts, elle juge néanmoins ce rapport trop chronologique et descriptif et pas assez analytique. Un rapport analytique serait plus profitable, car il permettrait de mieux rendre compte des défis auxquels est confronté le Conseil lorsqu'il délibère sur les différentes questions à son ordre du jour, comme le montre son incapacité à régler certains conflits.

Les membres élus du Conseil se heurtent à de nombreuses contraintes liées à la domination exercée par un groupe particulier de pays. Nous sommes préoccupés par le fait que les résolutions ou décisions du Conseil font souvent l'objet de consultations de la part d'un groupe particulier d'États et sont ensuite présentées comme définitives aux membres élus. Si nous appuyons les consultations très larges organisées par le Conseil, nous pensons néanmoins que ses décisions devraient faire l'objet d'un débat ouvert à tous les membres du Conseil.

La situation en Palestine et au Sahara occidental sont deux exemples qui illustrent la manière dont des intérêts nationaux étroits peuvent limiter le champ d'action du Conseil dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales. Dans le cas du Sahara occidental, nous avons vu comment, par le biais de petits groupes particuliers, des États qui ne sont pas membres du Conseil ont davantage d'influence sur le libellé des résolutions que les membres du Conseil eux-mêmes. Cela s'est traduit par un affaiblissement du texte de la résolution annuelle sur cette question et par l'incapacité du Conseil à appliquer ses propres décisions.

Pour terminer, la discussion du rapport du Conseil de sécurité ne doit pas détourner notre attention de la véritable réforme du Conseil de sécurité. Les négociations sur la réforme du Conseil de sécurité n'ont que trop duré et leur importance ne saurait être surestimée.

**M. Djokpe** (Bénin) : L'Ambassadeur Jean-François Régis Zinsou m'a chargé de prononcer ce discours en son nom.

Je voudrais joindre ma voix à celles qui m'ont précédé pour remercier très sincèrement le Président d'avoir œuvré pour la tenue de cette séance plénière sur le rapport du Conseil de sécurité à l'Assemblée générale (A/68/2) et sur les négociations intergouvernementales relatives à la question de la réforme du Conseil de



sécurité, en particulier la question de la représentation équitable au sein de cet organe ainsi que l'augmentation du nombre de ses membres dans les deux catégories. Je voudrais féliciter le facilitateur, l'Ambassadeur Zahir Tanin, Représentant permanent de l'Afghanistan, pour le travail impressionnant abattu, en dépit des obstacles. Je me réjouis du renouvellement bien mérité de son mandat et voudrais saisir cette occasion pour l'assurer de la pleine coopération de ma délégation.

Le Bénin s'aligne sur les déclarations faites par Saint-Kitts-Et-Nevis, au nom du Groupe L.69, et par la Sierra Leone, au nom du Groupe des États d'Afrique. Il m'est agréable de faire les commentaires ci-après en ma capacité nationale.

Ma délégation a pris connaissance avec intérêt du rapport du Conseil de sécurité, intitulé « Question de la représentation équitable au Conseil de Sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes ». Elle se félicite de son contenu. Je voudrais également féliciter particulièrement le Président du Conseil de sécurité pour le mois de novembre, l'Ambassadeur Liu Jieyi de la Chine, pour l'excellente présentation de ce rapport.

L'on ne le dira jamais assez, la réforme des Nations Unies, en particulier celle du Conseil de sécurité, est une nécessité impérieuse dictée par les nouvelles réalités et configurations géopolitiques de notre planète. En ce qui concerne l'Afrique en particulier, cette réforme s'impose, à plus d'un titre, étant donné les injustices que ce continent a subies et continue, sans conteste, de subir. Cette réforme ne sera que justice à l'endroit de tout un continent longtemps spolié et qui n'aspire qu'à prendre une part plus active aux délibérations sur les affaires et grands problèmes contemporains qui, du reste, dans leur immense majorité, le concerne. Il s'agira, ni plus ni moins, que de corriger l'injustice historique faite à l'Afrique, le seul continent qui n'est pas représenté dans la catégorie des membres permanents du Conseil de sécurité.

L'élargissement du Conseil pour permettre, entre autres, d'attribuer deux sièges de membres permanents à l'Afrique et deux au moins de membres non permanents, loin d'être une erreur, constitue des exigences minimales. L'élargissement dans cette forme permettra d'augmenter

l'efficacité des actions du Conseil en faveur de l'Afrique qui, comme l'a indiqué le Président du Conseil de sécurité lors de la présentation du rapport du Conseil, pour la période d'août à juillet 2013 (voir A/68/PV.46), occupe plus de 60 % de l'ordre du jour du Conseil, un continent où sont déployés la moitié des missions de maintien de la paix des Nations Unies.

Le Bénin réaffirme son attachement au Consensus d'Ezulwini et à la Déclaration de Syrte, qui sollicitent au moins deux sièges permanents au Conseil avec tous les privilèges et prérogatives, y compris le droit de veto, si ce droit devrait continuer d'exister, et deux sièges non permanents.

Ma délégation estime qu'après plus de vingt ans, le temps est à présent venu d'évoluer sur un texte concret afin d'en finir avec le dialogue de sourds qui perdure. En clair, il est temps de passer à l'élaboration d'un véritable texte de négociations permettant un meilleur cadrage des options des uns et des autres en vue de nous accorder sur la façon d'évoluer.

À cet égard, ma délégation salue l'initiative du Président de l'Assemblée générale de créer un groupe consultatif pour l'aider à dégager des options sur la manière d'avancer sur la question. Nous souhaitons que ce groupe soit opérationnel le plus tôt que possible pour favoriser une meilleure compilation des diverses propositions et produire une base de données pour nous permettre de sortir du flou et d'avancer. Cette structure, de l'avis de ma délégation, permettra au processus de négociations inter gouvernementales, enceinte multilatérale de négociations, de réaliser les avancées attendues par tous.

Le Bénin reste solidaire de toutes initiatives visant à accélérer les actions en vue de l'aboutissement, à brève échéance, d'une réforme globale et non fragmentaire du Conseil, toutes choses qui ne seront que salutaires pour l'amélioration de la gouvernance mondiale, ainsi que l'a exigé le Sommet mondial de 2005.

**La Présidente par intérim** (*parle en anglais*) : L'Assemblée a ainsi achevé la phase actuelle de son examen du point 29 de l'ordre du jour.

*La séance est levée à 11 h 15.*